

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL**  
(Division des services essentiels)

Région : Montréal  
Dossier : 1221115-71-2103  
Dossier accréditation : AM-2000-7185  
Montréal, le 5 novembre 2021

---

**DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE :                      Dominique Benoît**

---

**Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue**  
Employeur

et

**Syndicat des cols bleus regroupés de Montréal (SCFP, 301)**  
Association accréditée

---

**DÉCISION**

---

**ATTENDU** qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du *Code du travail*<sup>1</sup> (le Code), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

**ATTENDU** que l'employeur visé par la présente décision, soit une municipalité, constitue un service public au sens de l'article 111.0.16 du Code;

---

<sup>1</sup> RLRQ, c. C-27.

**ATTENDU** que l'association accréditée représente :

« Tous les cols bleus salariés au sens du Code du travail, à l'exclusion des personnes affectées à l'entretien intérieur et extérieur du bâtiment utilisé comme restaurant actuellement connu sous le nom de "Hélène de Champlain", de même qu'à la cuisine, au service aux tables, au bar, et à tous les autres travaux et fonctions reliés à l'administration et exploitation dudit restaurant. »

De : **Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue**  
60, rue Saint-Pierre  
Sainte-Anne-de-Bellevue (Québec) H9X 1Y6

Établissements visés :

Tous les établissements;

**ATTENDU** qu'une grève dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

**EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :**

**ORDONNE** à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du *Code du travail* en cas de grève;

**SUSPEND** l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association accréditée se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23.

---

Dominique Benoît